

Nancy, le vendredi 15 novembre 2024

## COMMUNIQUE DE PRESSE



### **Départements en danger, service public de proximité menacé : toutes et tous concernés !**

Actuellement réunis en Assises à Angers dans le Maine-et-Loire, les Départements de France, quelle que soit leur appartenance politique, « *montent au créneau* » pour dénoncer les 5 milliards d’euros d’économies budgétaires annoncées par le nouveau gouvernement sur les comptes des collectivités. « *Il ne s’agit pas d’ajustements, mais d’une véritable saignée budgétaire à laquelle nous faisons face. Elle menace avec une ampleur inédite le service public de proximité que nous apportons au quotidien aux habitants nos territoires* » tonne Chaynesse Khirouni.

Dès septembre dernier, la présidente du conseil départemental de Meurthe-et-Moselle et son vice-président délégué aux finances, Pascal Schneider, alertaient par courrier les partenaires de la collectivité quant à la situation financière dégradée des Départements, du fait de recettes en recul net et de dépenses accrues décidées par l’Etat, sans compensations. « *Les perspectives budgétaires dressées par le gouvernement sont alarmantes et inacceptables. Elles viennent aggraver les conséquences de l’absence d’autonomie fiscale et budgétaire des Départements. En Meurthe-et-Moselle, ce sont 50 millions d’euros qu’il nous faut trouver pour le budget 2025* » alerte la présidente. Selon Départements de France, près de 85 Départements sur 100 seraient au bord de la faillite.

« *Si les Départements ne sont plus là, ce sont des pans entiers de la solidarité qui sont mis à mal. Aide sociale à l’enfance, accompagnement des personnes en situation de handicap, personnes âgées, entretien des routes départementales, investissement en faveur de la transition écologique et d’aménagements durables, aides aux projets des communes et intercommunalités, restauration scolaire, soutien aux associations et à la vie locale, appui à l’économie et l’emploi local par le biais de la commande publique : comment tout cela sera encore possible si les Départements ne peuvent plus assumer*

*leurs missions faute de moyens suffisants ?* » En Meurthe-et-Moselle, 3 000 agents font vivre le service public départemental qui maille l'ensemble des territoires.

Pour rappeler le rôle essentiel des collectivités locales pour le service public de proximité, le Département de Meurthe-et-Moselle a mené une campagne de communication portant ce message : « On est là parce que vous êtes ici ». « *Face à la situation, nous devons le changer : Vous êtes ici, et nous ne serons plus là.* »

« *C'est un énorme mur budgétaire qui se dresse devant nous. Le rôle de bouclier social et solidaire, garant de l'équité territoriale devient une mission impossible à tenir* » ajoute la présidente.

Le service public départemental s'adresse à toutes et à tous quel que soit leur lieu d'habitation. Les routes, les collèges, l'émancipation des jeunes, le soutien aux plus fragiles et aux plus précaires. C'est tout un pan du vivre ensemble qui menace de s'effondrer : des places en EHPAD ne pourront pas être créées, des collèges devront fermer, des routes ne seront plus entretenues, des établissements médico-sociaux ne seront plus pérennisés, sans oublier la vie locale, les mairies, les intercommunalités, les associations. Les départements et les collectivités locales assurent pourtant 60 % des dépenses sociales en France, 70 % de l'investissement public et votent des budgets à l'équilibre.